

Rapport d'orientations Budgétaires 2026

Envoyé en préfecture le 10/02/2026

Reçu en préfecture le 11/02/2026

Publié le

ID : 062-216201335-20260209-DEL26_01-DE

SLOW



Édito

Bruno TRONI, Maire de Billy-Montigny

« La politique, ce n'est pas de répondre présent, c'est de créer du possible. » Cette phrase de Stéphane HESSEL doit nous guider en cette année 2026. Car les orientations budgétaires que nous présentons aujourd'hui ne sont pas un simple document comptable : c'est l'expression d'une volonté politique, celle de continuer à transformer notre commune malgré les vents contraires.

Le contexte national est difficile, nous le savons tous. Un objectif de déficit public fixé à 5 % du PIB, instabilité à l'Assemblée nationale, rejet du volet recettes du projet de loi de finances. Les collectivités locales sont mises à contribution via le dispositif DILICO qui ponctionnera 4 à 5 milliards d'euros aux territoires. Si nous ne sommes a priori pas directement concernés en 2026, cette situation nous rappelle combien les marges de manœuvre des communes comme la nôtre se réduisent.

Face à ces défis, nous avons fait le choix de l'ambition plutôt que celui de la prudence excessive. Le choix de l'investissement dans l'avenir plutôt que celui du repli. Le choix de la fidélité à nos engagements plutôt que celui des renoncements faciles.

Parce qu'un territoire attractif est un territoire qui bouge, qui innove, qui se montre.

Nous poursuivrons notre programme d'investissement.

Parce qu'un territoire qui n'anticipe pas reste figé dans son passé.

Soyons lucides : il nous faut poursuivre avec rigueur et détermination le travail d'optimisation de nos dépenses de fonctionnement. Dans ce contexte, nos investissements devront être priorisés sur ce qui concerne d'abord et avant tout nos habitants. Nous devons arbitrer, faire des choix

parfois difficiles. Mais nous le ferons en gardant le cap : continuer à transformer notre commune, continuer à améliorer la qualité de vie de nos habitants.

2026 sera une année de transition active, où nous maintiendrons notre capacité d'action et notre engagement au service du territoire.

La commune de Billy-Montigny a toujours su rebondir, se réinventer, tracer son chemin dans l'adversité. Notre histoire industrielle nous a appris la résilience. Notre présent nous enseigne l'innovation. Notre avenir, nous le construisons ensemble, avec détermination et confiance.

Créer du possible : c'est vrai aujourd'hui avec nos projets de rénovation urbaine, ce sera vrai demain avec toutes les transformations que nous porterons pour faire de notre commune, une ville solidaire, durable et attractive.

Parce que résister, c'est créer. Et créer, c'est gouverner avec audace.

Préambule

L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que soit présenté au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication ont été précisés par l'article 107 relatif à la transparence financière de la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et le décret 2016-841 du 24 juin 2016.

Ainsi, il est prévu que le rapport comporte les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ces orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le rapport est ensuite transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Il est mis à la disposition du public, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

La présente note informe ainsi les membres du conseil municipal du contexte économique et législatif et de ses impacts sur la Commune, notamment en termes de projection de recettes, des

orientations en termes de niveaux de dépenses pluriannuels qui en résultent.

Depuis plusieurs années, la Ville de Billy-Montigny a fait des choix engagés et raisonnés à la fois, en contenant les dépenses de fonctionnement, en cherchant de nouvelles recettes, en développant un plan d'investissements au service du confort de vie tout en diminuant ou en maintenant son taux communal de taxe foncière, contrairement à d'autres villes.

La stratégie de désendettement menée préalablement par la ville, a permis par ailleurs de mettre en œuvre les nécessaires investissements structurants et de continuer à assurer une haute qualité du service public rendu au quotidien

Maintien du service public, poursuite des investissements, stabilité fiscale, les orientations budgétaires pour 2026 s'inscrivent dans la droite ligne de celles présentées depuis le début du mandat.

Compte tenu des incertitudes quant au contenu du projet de loi De finances, ce document n'intègre pas à ce stade les mesures annoncées par le gouvernement mais non adoptée définitivement par le Parlement.

Plus que jamais, l'intégralité des chiffres, tableaux, graphiques qui sont présentés dans ce document ne sont que prévisionnels et seront amenés à évoluer en fonction des mesures adoptées en loi de finances.

Les données présentées au stade du rapport d'orientations budgétaires seront affinées et consolidées dans la perspective du vote du Budget Primitif (BP) 2026 au mois de mars prochain.

C'est dans ces conditions que le Conseil Municipal est invité à délibérer pour prendre acte de ce Rapport d'Orientations Budgétaires.

CONTEXTE ECONOMIQUE (Source Caisse d'Epargne)**Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs**

Pour les deux prochaines années, nous prévoyons une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.

Zone euro : une croissance en ordre dispersé**Scénario de croissance :**

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1er semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

Inflation :

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7

%, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de pétrole et du gaz.

L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne, où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

France : l'activité résiste à l'incertitude politique

Croissance : nos prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3ème trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Inflation : nous prévoyons une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025.

L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro, la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

France : le climat de l'emploi se dégrade

Coup de frein sur l'emploi

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent (-60 600 emplois après +43 400 emplois). Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé.

Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4ème trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019).

Ralentissement des salaires

Les salaires horaires (secteur marchand non agricole) ont augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent après +0,1 % au premier trimestre, en raison d'une légère augmentation de la prime de partage de la valeur.

En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2 %, après 2,5 % au 1er trimestre.

Taux de chômage attendu en légère hausse

Le taux de chômage (BIT) est resté stable au 2ème trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.

France : budget 2026 : une route semée d'embûches

Prévisions du gouvernement (% PIB sauf mention contraire)

Le projet de loi de finances 2026 a été soumis au Parlement le 14 octobre 2025, respectant tout juste les 70 jours de délai dont le Parlement doit disposer pour l'examiner et le voter.

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,4 % cette année et de 4,7 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget.

L'Assemblée nationale est fragmentée et les équilibres politiques demeurent fragiles, la France ayant connu 6 gouvernements depuis début 2024.

La version finale du budget sera ainsi probablement différente de celle proposée initialement par le Gouvernement, le Premier ministre ayant indiqué vouloir renoncer à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

En cas de retard ou de chute du Gouvernement, une loi spéciale pourrait être mise en place dans l'attente d'un budget complet, comme cela a été le cas l'an passé. Le recours à des ordonnances est également évoqué, mais cette possibilité n'a jamais été utilisée par le passé

L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BILLY-MONTIGNY FIN 2025

A – Les orientations de la section de Fonctionnement

L'année 2025 a été marquée par un exercice lié aux gros Investissements notamment avec la continuité des travaux du Quartier du Vieux-Billy – (enfouissements des réseaux et requalification urbaine et paysagère) ainsi que des travaux d'embellissement de la voirie communale (création de parkings et réfection de routes et trottoirs). Les chiffres de la colonne 2025 correspondent au compte administratif réel.

1 - Des dépenses de Fonctionnement quasiment stables :

La maîtrise des dépenses de Fonctionnement se poursuivra et sera traduite dans le projet de budget primitif 2026.

La poursuite d'une dynamique de gestion resserrée apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir.

Les postes les plus importants sont les charges de personnel (55.20 % des dépenses) et les charges générales (30.29 % des dépenses).

→ Les charges générales enregistrent en 2025 une légère augmentation de l'ordre de +7.65% liée principalement au contexte économique.

→ En 2025, les dépenses de personnel connaissent une légère augmentation de l'ordre de +5,17%, en raison d'un volume d'avancements d'échelons et de grades, ainsi que la mise en place des tickets restaurants, qui sont venus impactés la masse salariale et de la hausse des charges patronales (+3% en 2025 et +3% en 2026).

Le ratio dépenses réelles de Fonctionnement/population considéré comme un indicateur de coût, cherche à appréhender le niveau des charges réelles de Fonctionnement supporté par la collectivité. Il constitue une des mesures possibles du « service rendu » aux habitants de Billy-Montigny.

	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses Réelles de Fonctionnement/habitant	725	763	830	977	890

Les principaux postes de dépenses

Dépenses de Fonctionnement	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Charges à caractère général	1 751 987,69	2 002 232,33	2 345 364,89	2 242 001,64	2 413 526,01
Charges de personnel	3 648 178,68	3 728 009,58	3 885 024,07	4 181 565,46	4 398 090,58
Atténuation de produits	-	-	8300,00	1 887,00	14 124,00
Autres charges de gestion courante	377 471,98	372 237,55	342 078,87	381 661,05	369 835,34
S/T Charges de gestion	5 777 638,35	6 102 479,56	6 580 767,83	6 807 115,15	7 195 575,93
Charges financières	76 547,71	84 160,20	172 481,21	167 364,97	60 254,96
Charges exceptionnelles	22 298,36	14 892,17	14 322,49	7 634,04	2 385,30
TOTAL des dépenses réelles	5 876 484,42	6 201 531,93	6 767 571,53	6 982 114,16	7 258 216,19

Les dépenses de Fonctionnement comportent 3 postes principaux :**a) Les charges à caractère général**

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs.

Elles représentent à peu près 30 % des dépenses réelles de Fonctionnement et impactent tous les postes de la collectivité.

L'augmentation d'une partie de ces charges est quasi-inévitable puisqu'il s'agit ici des dépenses d'énergie liées en partie aux factures de gaz, eau, électricité, essence, matières premières, soumises à l'augmentation du coût de la vie.

Elles regroupent également toutes les dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics et des voiries et trottoirs.

Prévision 2026 : des recherches d'économie sont toujours en cours sur le Chapitre 011 : optimisation de la gestion des fluides, de la maintenance et des coûts liés aux énergies.

b) Les charges de personnel

Sur la commune de Billy-Montigny, les dépenses du chapitre 012 sont restées quasi stables sur la période 2018 /2025.

En 2026, le budget prévisionnel pour le chapitre 012 devrait légèrement augmenter, en raison de l'évolution automatique des avancements d'échelons et des avancements de grades mis en place par la municipalité. De même, depuis juillet 2024, la mise en place des tickets restaurants en faveur du personnel ainsi que le renforcement des agents au nouveau centre aquatique impactent le chapitre 12. A noter la hausse de 3% des charges patronales pour les agents cotisant à la caisse de retraite CNRACL depuis 2025 et à nouveau +3% en 2026, et de l'ensemble des charges patronales, notamment des complémentaires santé (prise en charge de 15€ par agent pour la complémentaire santé labélisée et 7€ par agent pour la prévoyance santé.

Ainsi, pour tenir compte des hausses successives du SMIC, le minimum de traitement dans la Fonction Publique, a été augmenté. Ainsi, depuis le 1er janvier 2025, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice, percevront le traitement afférent à l'indice majoré 366 (indice brut 367). A noter que les indices n'évoluent pas mais les agents percevront une indemnité différentielle.

Le ratio Dépenses de Personnel/ Dépenses Réelles de Fonctionnement mesure la charge de personnel de la collectivité et cette dépense est incompressible.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Dépenses de personnel sur dépenses réelles de Fonctionnement	58,58%	61.24%	59.45%	56,96%	52.45%	60.59%
Dépenses de personnel sur recettes réelles de Fonctionnement	38,77%	40.32%	39.92%	41.50%	40.96%	42.90%

c) Les autres charges de gestion courante

Les charges de gestion courantes comprennent notamment les subventions allouées aux différentes associations qui représentent environ 130 000 euros et restent stables. La vie associative est très active à Billy-Montigny et bénéficie du soutien constant de la municipalité depuis de nombreuses années. La municipalité a toujours fait le choix de ne pas restreindre le montant des subventions allouées aux associations communales, et ce, malgré la baisse des dotations de l'Etat.

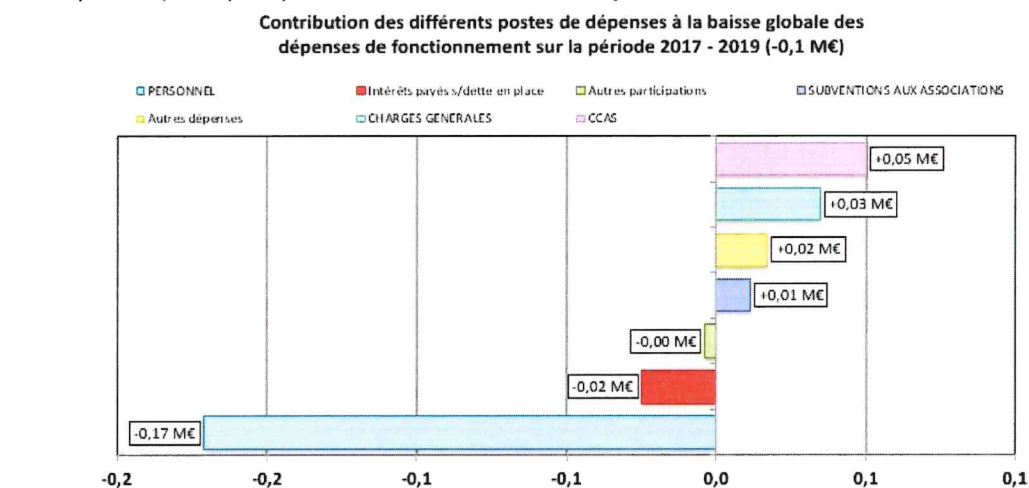
Le montant pour 2026 s'inscrit dans la continuité des années précédentes.

La subvention versée au CCAS varie chaque année, en raison de l'excédent de Fonctionnement qui résulte du Compte Administratif.

En 2024, la subvention s'élevait à 120 000 euros et 150 000 en 2025. Il sera proposé de la reconduire en 2026 à hauteur de 150 000 € dans le cadre du vote du Budget Primitif.

d) Les charges financières

Les charges financières sont composées des intérêts de la dette, qui se sont élevées à 98 866.77 € sur 2025. Pour rappel, en 2023, la ville avait contracté un emprunt de 2M afin de financer, en partie, le nouveau centre aquatique. A noter que les intérêts des emprunts, basés sur le livret A connaissent une forte hausse qui est directement liée à la crise économique. A noter que la commune a renégocié fin 2024, un emprunt fortement impacté par la fluctuation des taux – (CMS 30-10).



2 – Des recettes de Fonctionnement stables :

Les recettes de Fonctionnement ont augmenté de 0,90 % entre 2024 et 2025 :

- Les **dotations de péréquation**, comprenant la DSR, DSU, ont poursuivi la trajectoire de revalorisation de leurs enveloppes, la DNP a connu quant à elle une légère augmentation.
- Les **atténuations de charges** ont augmenté sur la période (+ 127,32%) : elles varient en fonction des versements de la sécurité sociale et des différentes assurances (arrêts maladie..).
- Les produits **fiscaux**, après avoir bénéficié de la dynamique des bases en 2018, ont amorcé en 2019 une décélération par volonté de la collectivité. Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a été voté en baisse en 2019, 2020, 2021, 2022, maintien du taux en 2023 et baisse du taux de -2% en 2024, et à nouveau une baisse de -1% en 2025 par décision du Conseil Municipal visant à annuler l'effet de revalorisation législative des bases.

→ Le **FPIC** a quant à lui, très légèrement reculé en 2025 par rapport à 2024.

Pour rappel, le FPIC se calcule au niveau du territoire (EPCI + communes).

Le niveau du ratio recettes réelles de Fonctionnement / habitant donne une idée des ressources dont dispose la commune pour financer ses interventions.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Recettes réelles de Fonctionnement par habitant	1 116,16	1 102,36	1 136.37	1 139,50	1 251.55	1255.42

Les principaux postes de recettes

Recettes de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
70	Produits des services	245 045	280 197	331 720	375 063	398 025
73	Impôts et taxes	4 209 178	3 902 819	4 296 906	4 322 055	4 448 353
74	Dotations et participations	4 246 855	4 207 627	4 552 896	4 607 613	4 670 617
75	Autres produits gestion courante	106 277	54 083	122 929	115 853	334 452
013	Atténuations de charge	174 127	182 374	52 008	42 004	95 483
77	Produits exceptionnels		222 203	12 549	698 569	293 503
S/T recettes réelles		9 048 036*	9 338 691	9 369 008	10 161 157	10 240 433
S/T recettes d'ordre		-	-	2913	47 725	60 000
Total des recettes		9 048 036	9 338 691	9 371 921	10 208 882	10 300 433

Les recettes de la commune sont composées à **45,34% des dotations de l'Etat** (dotation forfaitaire, DSR, DSU, DNP) et à **43,19% de fiscalité**

→ **42%** des recettes sont **soumises aux décisions de l'Etat** sur sa politique de péréquation. La commune de Billy-Montigny est largement dépendante du dynamisme des dotations pour faire face à l'augmentation de ses dépenses.

→ **La fiscalité** reste stable sur commune malgré la revalorisation des valeurs locatives. **La commune a baissé le niveau de pression fiscale en 2019, 2020, 2021 et**

2022 et a décidé de ne pas augmenter les taux en 2023 (baisse du taux de TFPB en 2019 : - 2.2 points et - 0.9 point en 2020 et -0.5 point en 2021, et -2% en 2022 annulant la revalorisation annuelle des bases établie par la Loi de Finances). Et de baisser le taux de -2% en 2024. En 2025, la Municipalité a décidé à nouveau, de baisser les taux de -1%.

Les produits de la fiscalité directe et indirecte :

Le chapitre des impôts et taxes du budget de la Ville constitue 33.50% des recettes réelles de Fonctionnement.

A l'intérieur de ce chapitre se trouvent :

- **Les contributions directes**, soit le total des recettes représentées par les Taxes Foncières (Bâti dont reversement de la part départementale et Non Bâti) représentent 93.75% de ce chapitre avec 3 233 931 € en 2025.

La **fiscalité directe évolue à un faible rythme** sur la période 2017/2020 sur le territoire de la commune. En effet, en moyenne la fiscalité a augmenté de 0,8% par an. Cependant une action à la baisse sur les taux fiscaux contribue à l'explication. Une progression physique importante des bases de foncier bâti a cependant été observée en année 2018 (+2,8%), très certainement liée à la fin d'exonération de bases logement social (+10% de progression des bases logement social entre 2017 et 2019), amenant la municipalité à voter une diminution de taux au prorata de la variation forfaitaire des bases décidée en LFI sur les années suivantes :

- En 2019, diminution du taux communal de TFPB de 2,20%
- En 2020, diminution du taux communal de TFPB de 0,90%
- En 2021, diminution du taux communal de TFPB de 0,50 %
- En 2022, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%
- En 2023, aucune augmentation du taux communal de TFPB
- En 2024, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%
- En 2025, diminution du taux communal de TFPB de 1.00%

2021 est la première année d'application de la réforme du transfert de la taxe foncière départementale aux communes, en lieu et place de la taxe d'habitation. Un coefficient correcteur de 1,052439 est appliqué aux recettes de taxes foncières départementales pour les ajuster à nos recettes antérieures de taxe d'habitation.

En termes de taux de foncier bâti, la ville de Billy Montigny dispose d'un taux de référence de 51,41 % : application du taux Départemental du Foncier Bâti de 22,26 au taux Communal de 29,15.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Produit des impositions directes par habitant	334,35	353,40	360.23	383.12	395.01	396.46

- **Les contributions indirectes** (taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, dotation de solidarité communautaire...)

L'attribution de compensation (part reversée par la CALL qui perçoit la Taxe Professionnelle Unique en lieu et place des communes). Elle s'est élevée pour l'année 2025 à 681 137.52 €.

La Loi de finances pour 2020 a fait évoluer les règles relatives à la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire, notamment dans la prise en compte des critères d'attribution.

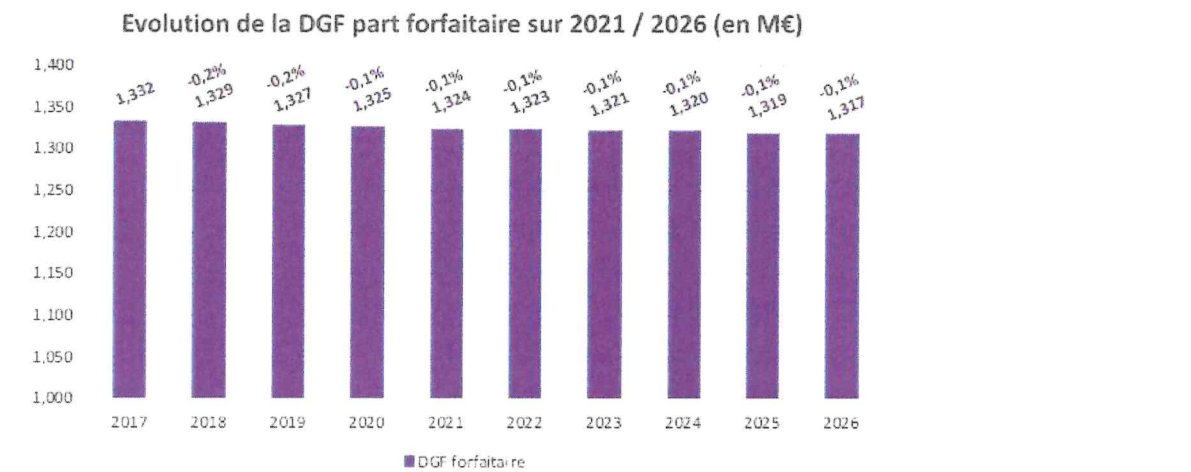
Ainsi, le 10 novembre 2021, le Conseil Communautaire a approuvé le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité intégrant ces évolutions législatives.

Ainsi, le montant prévisionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) perçue par la commune passerait de 122 846 € en 2022 à 123 563 € en 2024 et 67 317 € en 2025.

Suite à l’adoption des nouvelles modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire, une correction des attributions de compensation (AC) des communes a été entérinée par la CALL afin d’assurer une neutralité territoriale des sommes dont bénéficient les communes au regard des nouveaux critères de cette dotation.

a) Les concours financiers de l’Etat :

Les recettes des dotations de l’Etat représentent 45% des recettes réelles de Fonctionnement.



La Dotation Globale de Fonctionnement de la commune de Billy-Montigny s’élève à 4 197 722 euros en 2025. Au sein de la DGF, la principale dotation est la dotation forfaitaire. La Dotation Globale de Fonctionnement se compose de :

- La Dotation Forfaitaire,
- La Dotation de Solidarité Rurale,
- La Dotation de Solidarité Urbaine,
- La Dotation Nationale de Péréquation

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
DGF par habitant	446	456	466	474	485	501	515

Le ratio « Dotation Globale de Fonctionnement / recettes réelles de Fonctionnement » permet d’apprécier le degré de « dépendance financière » de la commune vis-à-vis d’une des principales dotations de l’Etat. Ainsi, en fonction des années, de 30 % à 40% des recettes de Fonctionnement relèvent essentiellement de décisions émanant de l’Etat et constituent à ce titre, une ressource sur laquelle la collectivité ne dispose d’aucun moyen d’action quant à son évolution.

DGF	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Dotation Forfaitaire	1 326 847	1 325 240	1 326 753	1 327 699	1 328 077	1 321 934	1 315 891
Dot Solidarité Rurale	303 540	333 596	354 169	379 626	408 459	436 825	465 779
Dot Solidarité Urbaine	1 744 128	1 799 113	1 844 821	1 892 205	1 944 130	2 024 859	2 111 942
Dot Nationale de péréquation	297 520	302 302	299 068	298 759	304 347	301 991	304 110
TOTAL	3 672 035	3 760 251	3 824 811	3 898 289	3 985 013	4 085 609	4 197 722
Ratio DGF/RRF	42,46%	40,92%	42,27%	41,75%	42,50%	40,20%	40,99%

Depuis 2014, on observe une augmentation importante des dotations de péréquation (notamment DSR et DSU), mécanisme profitant pleinement à la commune car :

- la DSR est passée de 0,15 M€ en 2014 à 0,46 M€ en 2025 ;
- la DSU a évolué de 1,2 M€ en 2014 à 2,11 M€ en 2025 ;
- la DNP est restée, quant à elle, quasi stable sur la période.

La **Dotation de Solidarité Rurale (DSR)** est une dotation réservée aux communes de moins de 10 000 habitants, comme c'est le cas pour Billy Montigny. Elle est composée de trois fractions :

→ La fraction « **bourg centre** » destinée aux bureaux centralisateurs ou chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15% de la population du canton. Billy -Montigny n'est pas concernée par cette part ;

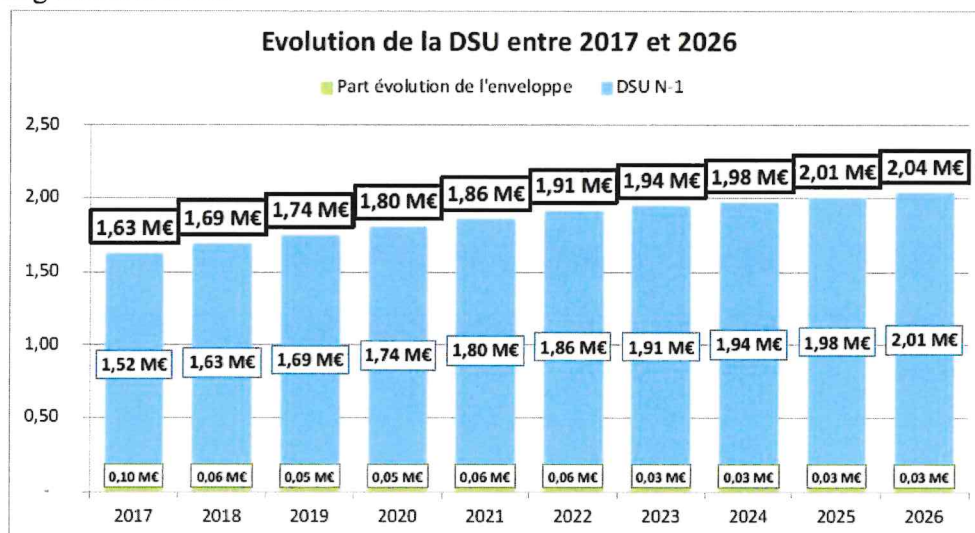
→ La fraction « **péréquation** » bénéficie aux communes disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate. Billy-Montigny perçoit cette part car son potentiel financier par habitant est de 708 €/hab. en 2020 lorsque le double de la moyenne est de 2 199 €/hab.

→ La fraction « **cible** » est destinée aux 10 000 premières communes classées en fonction d'un indice synthétique calculé en fonction du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Billy- Montigny est bénéficiaire de cette fraction puisqu'elle est à la 474ème place du classement 2020.

Evolution des autres dotations de péréquation sur
2021 / 2026 (en M€)



La ville de Billy-Montigny fait partie en 2025 des 125 communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la DSU.



La **Dotation Nationale de Péréquation (DNP)** est composée de deux parts :

→ La **part principale**. La commune est éligible à cette part car son potentiel financier par habitant (708 €/hab.) est inférieur à 105% du potentiel financier par habitant moyen du même groupe démographique (1 099 €/hab.) et son effort fiscal (1,54) est supérieur à l'effort fiscal moyen du groupe démographique (1,19) ;

→ La **part majoration**. Billy Montigny est également bénéficiaire de cette part car, son potentiel fiscal « produits post-TP » (112 €) est inférieur à 75% du potentiel fiscal « produits post-TP » moyen de la strate (205 €)

a) Les produits des services :

Il s'agit des recettes liées à la fois à l'exploitation et aux prestations de services assurées par la collectivité auprès des usagers. Ces autres recettes restent stables et traduisent les engagements de la municipalité de ne pas peser sur le pouvoir d'achat des familles, en effet, les tarifs municipaux n'augmentent pas.

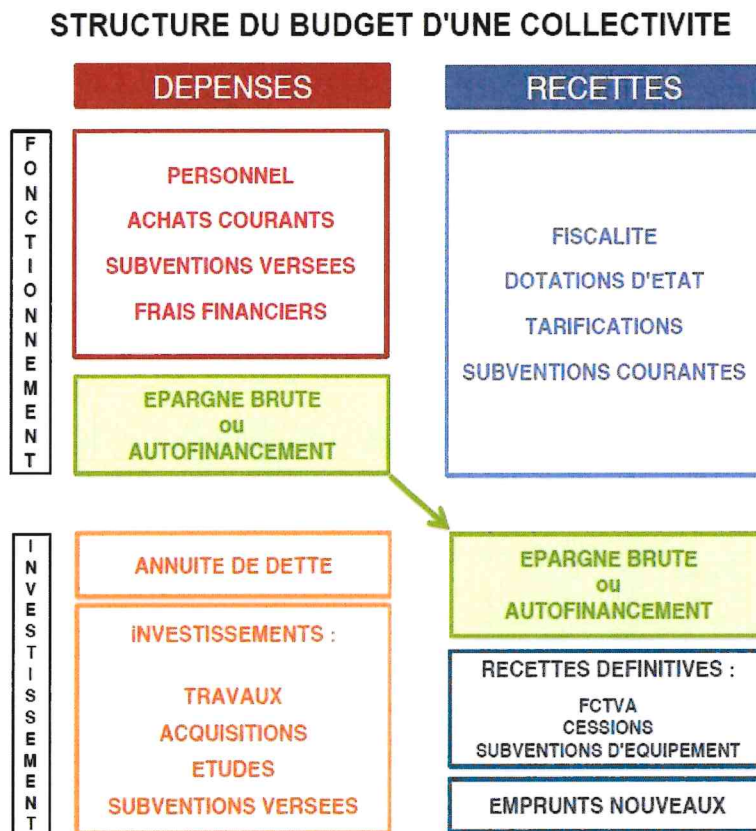
b) Le fonds de péréquation intercommunal :

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), instauré en 2012, est favorable à notre commune puisque qu'elle perçoit un reversement de la part de la CALL.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FPIC reçu pour le territoire	9 344 653 €	9 531 735 €							
CIF CA Lens Liévin	32,92%	33,01%							
FPIC droit commun CA	3 076 510 €	3 146 322 €							
FPIC droit commun communes	6 268 143 €	6 385 413 €							
Billy-Montigny	194 522 €	191 726 €	189 894 €	199 169 €	206 599	207 125	197 940	188 152	179 210

B - Les orientations de la section d'Investissement

1 - Les dépenses d'Investissement :



a) L'encours de la dette :

La stratégie de gestion de la dette a pour objectif de limiter l'endettement de la Ville tout en garantissant un haut niveau d'investissement.

N° EMPRUNT	Organisme prêteur	Capital restant dû au 31/12/2025	Durée résiduelle (en années)	Niveau du taux d'intérêt Au 31/12/2025	Capital	Charges d'intérêt
MPH258429EUR	Caisse Française de Financement Local	660 956,32	2,75	3.85	199 677,04	33 594,58
MPH258434EUR	Caisse Française de Financement Local	741 795,47	2,83	2.24	236 422,39	16 283,36
1233859	Caisse des dépôts et consignations	529 259,85	7,17	1.82	60 865,51	10 917,32
1233864	Caisse des dépôts et consignations	205 755,56	2,17	1.86	66 108,83	5 029,49
KB8784	Crédit Agricole	1 376 310,57	6,58	1.21	194 519,29	18 126,63
TOTAL GENERAL		3 514 077,77			757 593,06	83 951,38

Fin 2025, l'encours de la dette de la commune s'élève à **3 514 077,77 euros** soit **430,81 euros par habitant**. A la fin de l'année 2026, l'encours de la dette sera de 2 736 446.94 € soit 335 € par habitant

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Encours de la dette par habitant	655	604	553	678	595	513	431
Annuité de la dette par habitant	71,75	72.22	72.83	72.67	110,07	100.88	103.84

L'encours de dette diminue de 40% sur la période 2014-2021 passant ainsi de 7,3 M€ à 4,1 M€
→ Sur ce point, la commune est en phase avec les objectifs visés par la LPFP 2018-2022, c'est à dire, un désendettement de 30% sur la période.

→ Combiné au maintien d'un haut niveau d'épargne brute, la **capacité de désendettement diminue** en passant de 3,9 ans en 2014 à 1,44 an en 2025 et 0,46 année de ses produits réels de fonctionnement.

→ Cela signifie, qu'en 2025, la commune pourrait rembourser la totalité de son encours de dette en moins de 2 ans si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

→ Avec ces niveaux de capacité de désendettement, la commune se situe très en deçà de la **zone d'alerte émis par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, établie à 12 ans.**

b) Une épargne brute stable :

L'« épargne brute », c'est-à-dire les recettes moins les dépenses réelles de Fonctionnement, permet de mesurer la capacité dont dispose la commune d'autofinancer les investissements.

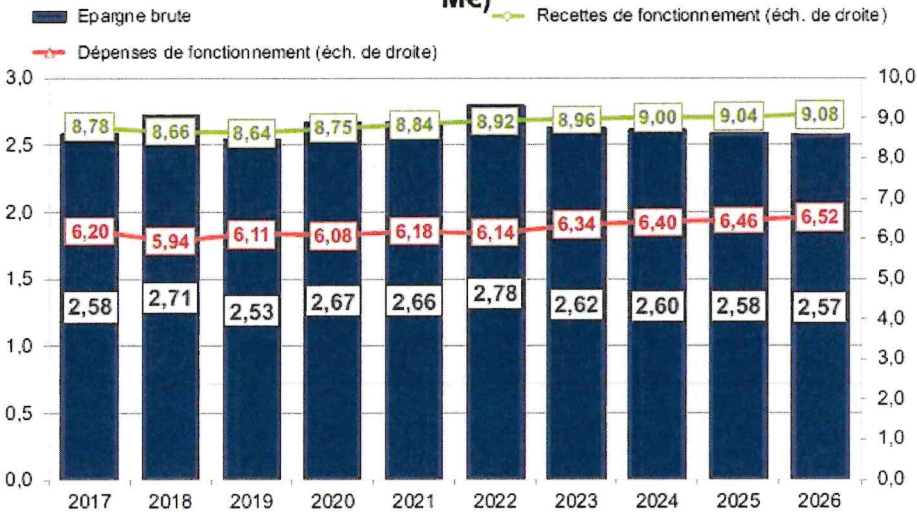
L'épargne brute constitue le **témoin :**

→ de **l'aisance de la section de Fonctionnement** : une épargne brute élevée suppose un potentiel d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement ;

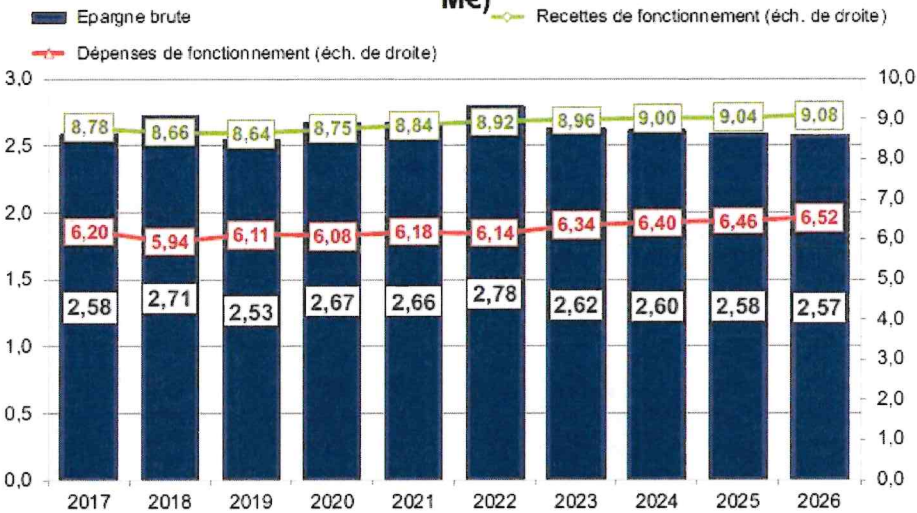
→ de la **capacité à se désendetter et/ou à investir avec un effet levier** : l'épargne brute représente donc également la « capacité d'autofinancement » de la commune (d'où l'usage du terme «

autofinancement brut ») ;

Evolution de l'épargne brute de Billy Montigny (en M€)



Evolution de l'épargne brute de Billy Montigny (en M€)

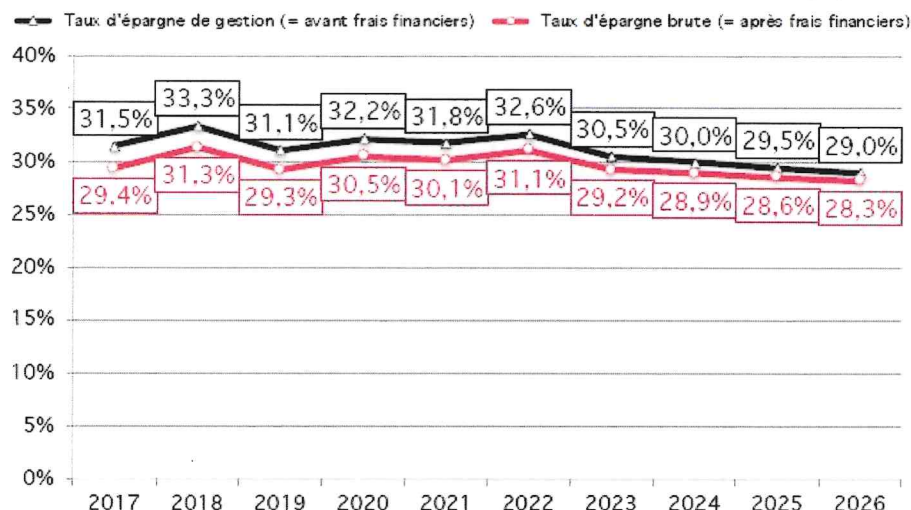


	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Epargne brute par habitant	394,99	386.40	381.42	316.40	295.74	372.96

Depuis 2017, l'épargne brute de la collectivité se maintient autour de 2,6M€, oscillant très faiblement (+/- 0,1M€). L'épargne brute représente sur la période entre 31% et 28% des recettes réelles de fonctionnement (après retraitement). Les intérêts de la dette représentent en moyenne 1,5% des recettes réelles de fonctionnement. En 2025, l'épargne brute de la commune est de 2.43M€.

Ce taux est très largement inférieur au taux d'alerte de 7% et même au taux recommandé de 10%. Il est considéré qu'au-delà de ce dernier taux, la collectivité a la capacité à la fois de couvrir sa dotation aux amortissements et d'assurer le remboursement en capital de la dette.

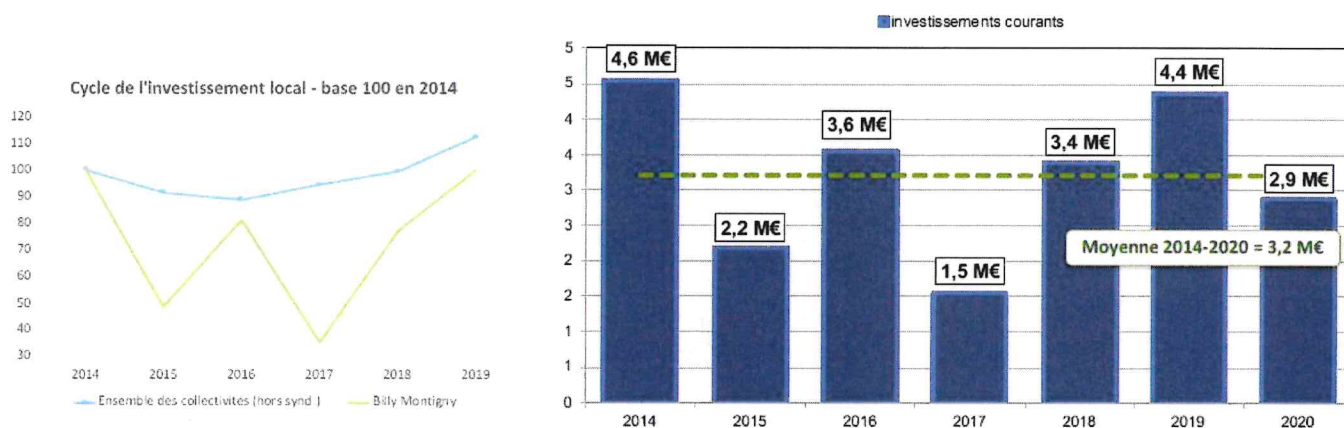
Evolution des taux d'épargne de Billy Montigny



c) Un niveau d'investissement élevé et largement autofinancé

La commune de Billy-Montigny, grâce à une épargne satisfaisante, a pu développer un niveau d'investissement important au service du territoire, tout en conservant un endettement inférieur aux communes de même strate. Ce haut niveau d'investissement est financé en large majorité par l'épargne nette, les cofinancements de nos partenaires, le FCTVA.

Investissements réalisés sur la période 2014 - 2020 (M€)



→ La commune a investi en moyenne sur 2015/2025 pour 3,9 M€ de dépenses d'équipement avec un niveau de dépenses par habitant de 276€ en 2025.

→ Plus largement, par rapport à la strate des communes de 7500/10000hbs membres d'une CA, Billy Montigny se situe toujours parmi les communes aux dépenses d'équipement par habitant les plus élevées, 78% au-dessus de la moyenne de la strate.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Dépense d'équipement par habitant	351,50 Strate identique 265 €.hbt	421,09	392.64	808,56	1 165.65	275.99
Dépenses d'équipement/Recettes réelles de Fonctionnement	31,49% Strate identique : %	38,19%	34.39%	70,96%	72.49%	21.98%

En 2025, les dépenses d'équipement représentent 3 355 907 euros.

Les recettes d'Investissement

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Le FCTVA consiste à récupérer la TVA des dépenses d'investissement de l'année N en année N+2.

Le FCTVA est une dotation d'investissement basée sur les investissements des collectivités. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est-à-dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent directement récupérer par la voie fiscale.

FCTVA	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (estimé)
Montant perçu	527 290	670 761	500 000	397 158	427 217	1 016 375	1 530 000

Le taux de FCTVA est fixé à 16,404 % pour ceux réalisés à compter du 1er janvier 2015.

a) Les subventions d'équipement

Pour ce type de recettes, la collectivité est tributaire des politiques d'éligibilité décidées par les partenaires qui cofinancent les investissements programmés, ainsi que de leur capacité à tenir leurs engagements.

En 2026, la Ville entend poursuivre sa politique active en matière de cofinancements, afin de garantir un niveau d'investissement à la hauteur des enjeux en termes de construction d'équipements et de projets urbains, pour garantir un cadre de vie de qualité aux Billysiens. Cette recherche de financements permettra de garantir, à long terme, la soutenabilité des investissements de la Ville et de limiter le recours à l'emprunt.

Ainsi en 2025, la Ville a perçu 200 000 € de la Région Hauts-de-France, 244 053,11 € de l'Etat au titre de la DSIL, 96 405,40 € du Conseil Départemental, 936 154.53 € de la CALL et 240 097.65 € de l'ADEME pour le financement des travaux de construction du centre aquatique. La commune a également perçu la somme de 11 109 € relative à l'acquisition d'écrans interactifs pour les écoles

D – Les perspectives pour l'année 2026

La ville de Billy-Montigny poursuit les investissements programmés sur plusieurs exercices budgétaires, tout en continuant à œuvrer à « l'amélioration du cadre de vie de ses habitants ».

Le budget 2026 traduira à nouveau cette politique dynamique d'embellissement des quartiers et des équipements.

Deux projets majeurs se dégagent et notamment la construction d'un centre médical. La signalisation verticale sera également entièrement revue et le marché de réfection de la voirie communale continuera son développement.

- **Entretien régulier des bâtiments communaux en régie : écoles, salles de sport...**
- **Poursuite de l'entretien des voiries et trottoirs communaux ;**
- **Poursuite des travaux de rénovation de l'éclairage public – (Phase 5)**
- **Maintien du soutien à la vie associative ;**
- **La municipalité poursuivra également son engagement en faveur des politiques sociales et de santé, notamment à travers l'action du CCAS mais également à travers les différentes actions menées dans le cadre des actions politiques de la ville ;**
- **La politique en faveur des élèves et des jeunes continuera à se développer : classes de neige, colonies de vacances, distribution des kits de fournitures scolaires à chaque élève à la rentrée des classes, distribution des dictionnaires aux élèves de Cm2...**
- **Démarrage de la construction du Centre Médical**
- **Marché de signalisation**

Plan de financement récapitulatif des grands projets d'investissement 2026 :

Projet	Dépenses en euros TTC	Recettes en euros
Fin des aménagements des rues Voltaire, Mathieu et Place Mathieu		162 484 € (FDE) 91 443 € (DETR)
Rénovation de l'éclairage publique dans diverses rues communales		88 163 € (CALL)
Construction d'un centre aquatique		Subventions sur BP 425 259 € (ADEME, ANS)
Entretien voirie diverses rues	500 000 €	
Rénovation de la couverture de la pétanque	84 000 €	-
Construction d'une maison médicale	1 430 000 €	-
Marché de signalisation	450 000 €	-
TOTAL en € T.T.C	2 464 000 €	767 349 €

CONCLUSION : une gestion vertueuse

*La ville de Billy-Montigny se caractérise fin 2025 par une **situation financière très satisfaisante**. Grâce à sa bonne gestion, la ville autofinance sa politique d'investissement pourtant soutenue. Son endettement est largement maîtrisé.*

*Cette épargne permet à la commune d'être très largement solvable (1,44 année **de capacité de désendettement en 2025, 1,12 année à fin 2026**), c'est-à-dire de couvrir largement les annuités de dettes à rembourser.*

*Cette situation a permis à la ville **d'assumer une dépense d'équipement 2018/2025 de l'ordre de 25% à 30% plus élevée que la moyenne des villes comparables de l'EPCI** tout en améliorant pour autant ses ratios financiers. 568 € / Habitant en moyenne depuis 2020, CALL 299 € / habitant et moyenne nationale de 315 € / Habitant.*

La majorité municipale annonce qu'elle proposera de baisser le taux de taxe foncière de 0.8% sur les propriétés bâties au budget 2026, qui sera soumis au vote de l'assemblée.

Le budget 2026 traduira les orientations présentées dans le document d'orientations budgétaires. Ces investissements ne seront rendus possibles que par une recherche constante de financements auprès des différents partenaires financiers et par la maîtrise des dépenses de Fonctionnement à travers des économies de gestion et la maîtrise de la masse salariale.

Envoyé en préfecture le 10/02/2026

Reçu en préfecture le 11/02/2026

Publié le

ID : 062-216201335-20260209-DEL26_01-DE

SLOW